

Voor 1994 moeten de vermelde bedragen in de in de begroting bepaalde bedragen opgenomen worden.

Voor 1995 en 1996 moeten de vermelde bedragen worden toegevoegd aan of afgetrokken van de werkingstoelagen van de universitaire instellingen.

Art. 5. Voor het begrotingsjaar 1994 wordt de toelage toegekend aan de universitaire instellingen bij toepassing van de wet d.d. 3 augustus 1960 waarbij sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde instellingen worden toegekend, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 0,9109.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Openbaar Ambt, Kinderzorg én Gezondheid,
Mevr; L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOUX

(1) Zitting 1993-1994.

Document. — Ontwerp van decreet, 182 nr. 1 en 2. — Verslag.

(1) Zitting 1994-1995.

Verslagen: — Bespreking. Vergadering van 8 februari 1995. — Anneming. Vergadering van 9 maart 1995.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 1155

[C — 29201]

28 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment les articles 31, alinéa 1er, 33, alinéa 1er et 34;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1994 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ayant notamment trait aux compétences du Tribunal de la jeunesse;

Considérant que les missions dévolues aux titulaires de fonctions spécialisées prévues par le présent arrêté doivent être assurées par un personnel ayant les qualifications et mérites spécifiques et que toutes les dispositions légales relatives aux droits de priorité sont incompatibles avec la mise en oeuvre des dispositions transitoires prévues à cette fin;

Considérant que les commissions de stage prévues aux articles 33ter et 38 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ne sont pas composées en manière telle qu'elles puissent apprécier si le stagiaire assure les missions qui lui sont confiées et possède les qualités qui lui sont demandées pour l'exercice de fonctions spécialisées et qu'il s'indique dès lors de prévoir, en matière de stage, une instance de recours correspondant à la spécificité de ces fonctions.

Considérant que le recrutement des candidats aux emplois concernés, réalisé sur base de critères objectifs établis par rapport aux nécessités des fonctions, respecte le texte et l'esprit de l'article 11, § 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut applicables notamment à ces personnels.

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord de la Ministre-Présidente ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu le protocole n° 133 du Comité de secteur XVII conclu le 6 janvier 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 mars 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2° le fonctionnaire général de l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret : le fonctionnaire général des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

3° le ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Création de grades dans les fonctions spécialisées de l'aide à la jeunesse*

Art. 2. Dans les Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales -, sont créés : au rang 11, le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse; au rang 10, le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 4, § 1er, les grades de premier attaché de l'aide à la jeunesse et d'attaché de l'aide à la jeunesse sont considérés comme des grades de recrutement dans les fonctions spécialisées de l'aide à la jeunesse.

Ces fonctions sont soustraites aux droits de priorités accordés par :

- a) les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947;
- b) l'arrêté royal n° 3 du 18 avril 1967 facilitant le recrutement ou l'engagement dans les services publics de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle des charbonnages;
- c) la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement;
- d) la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Art. 4. § 1er. Sauf pour leur première occupation, il est pourvu à la vacance des emplois de premier attaché de l'aide à la jeunesse par la promotion par avancement de grade.

§ 2. A défaut de candidats se trouvant dans les conditions d'ancienneté requises pour la promotion au grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse ou de candidat réunissant les conditions de qualification professionnelle nécessaires, l'emploi est pourvu par la voie du recrutement.

CHAPITRE III. — *Du recrutement et du stage*

Art. 5. Les vacances d'emplois dans les grades des fonctions spécialisées de l'aide à la jeunesse à pourvoir par recrutement, les conditions de recrutement et l'appel aux candidats sont portés à la connaissance du public par la voie du *Moniteur belge*.

Art. 6. § 1er. Nul ne peut être admis au stage en vue de la nomination à l'une des fonctions spécialisées visées à l'article 3 du présent arrêté s'il ne remplit, à la date déterminée au § 3, les conditions suivantes :

1. être belge ou citoyen de l'Union européenne;
2. être de conduite irréprochable;
3. jouir des droits civils et politiques;
4. avoir satisfait aux lois sur la milice;
5. n'avoir pas atteint l'âge de 50 ans;
6. être physiquement apte au sens de l'arrêté royal du 1er décembre 1964, relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics;
7. 1° être porteur d'un des diplômes de l'enseignement universitaire ou supérieur de type long repris ci-après :
 - Diplôme de licencié en sciences de l'éducation ou pédagogiques;
 - Diplôme de licencié en psychologie ou en sciences psychologiques;
 - Diplôme de licencié en psychologie appliquée;
 - Diplôme de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques;
 - Diplôme de licencié en sciences psycho-pédagogiques;
 - Diplôme de licencié en orientation et sélection professionnelles;
 - Diplôme de licencié en sciences sociales;
 - Diplôme de licencié en sciences politiques et sociales (groupe sciences sociales);
 - Diplôme de licencié en sociologie;
 - Diplôme de licencié en communication sociale;
 - Diplôme de licencié en sciences sociales du travail ou en sciences du travail;
 - Diplôme de licencié en sciences sociales appliquées aux pays en voie de développement;
 - Diplôme de licencié en sciences économiques et sociales (orientation sciences sociales);
 - Diplôme de licencié en droit;
 - Diplôme de licencié en criminologie ou en sciences criminologiques;
 - Diplôme de licencié en politique économique et sociale,

et justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer, de six années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de neuf années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse, ou :

2° être porteur d'un diplôme d'enseignement universitaire ou supérieur de type long, autre que ceux repris sous 1°, donnant accès au recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat, et

a) soit justifier d'une expérience professionnelle de six années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de neuf années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse dans les domaines suivants :

soit avoir exercé une fonction dirigeante comme coordinateur ou comme directeur dans une institution ou dans un service agréé en protection de la jeunesse par les arrêtés du 7 décembre 1987 relatifs à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse ou du 26 juin 1990 déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels;

soit avoir exercé une fonction de niveau 1 dans l'administration ayant la protection de la jeunesse ou l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

b) soit avoir exercé une responsabilité au sein d'associations agréées dans le cadre de la protection ou de l'aide à la jeunesse ou de la protection des enfants maltraités et avoir été membre d'un comité de protection de la jeunesse ou, à défaut, d'un conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse depuis neuf ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de douze ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse, ou à défaut :

- 3° a) être porteur d'un des diplômes d'enseignement de type court repris ci-dessous :
 - Diplôme d'assistant social;
 - Diplôme d'infirmier gradué social;
 - Diplôme de conseiller social;
 - Diplôme d'assistant en psychologie;

- Diplôme d'éducateur ou de gradué en orthopédagogie;
- Diplôme de gradué en sciences juridiques;
- Diplôme de gradué en sciences sociales du travail;

b) ou être porteur du certificat suivant :

— Certificat d'éducateur spécialisé pour la jeunesse inadaptée délivré par le centre de formation et de perfectionnement des cadres de l'Office de la protection de la jeunesse;

et justifier d'une expérience utile en rapport avec la fonction à conférer de neuf années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de douze années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse, ou

4° être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur pédagogique de type court autre que ceux repris au 3° ci-dessus, et

a) soit justifier d'une expérience professionnelle de neuf années pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de douze années pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse dans les domaines suivants :

soit avoir exercé une fonction dirigeante comme coordinateur ou comme directeur dans une institution ou dans un service agréé en protection de la jeunesse par les arrêtés du 7 décembre 1987 relatifs à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse ou du 26 juin 1990 déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels;

soit avoir exercé une fonction de niveau 1 dans l'administration ayant la protection de la jeunesse ou l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

b) soit avoir exercé une responsabilité au sein d'associations agréées dans le cadre de la protection ou de l'aide à la jeunesse ou de la protection des enfants maltraités et avoir été membre d'un comité de protection de la jeunesse ou, à défaut, d'un conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse depuis neuf ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade d'attaché de l'aide à la jeunesse et de douze ans au moins dont cinq ans de présidence ou de vice-présidence pour le grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse.

§ 2. Le Ministre détermine l'expérience utile qui contribue à assurer la formation requise pour la fonction à conférer et définit les modalités suivant lesquelles sont apportées les preuves du respect des conditions prévues au § 1er.

§ 3. Les conditions prévues au § 1er doivent être réunies à la date de la publication au *Moniteur belge* de l'appel aux candidats prévu à l'article 5.

Art. 7. Les candidats sont admis au stage par le Ministre. Celui-ci prend, au préalable, l'avis de la Commission chargée d'examiner les titres, les capacités et les aptitudes des candidats.

Cette commission soumet au Ministre un avis motivé dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le Ministre a sollicité cet avis.

La Commission désignée ci-avant est composée comme suit :

- le président : le secrétaire général du Ministère de la Culture et des Affaires sociales;
- le vice-président : le fonctionnaire général de l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret;
- les membres : le Secrétaire permanent au recrutement ou son délégué et cinq fonctionnaires du Ministère de la Culture et des Affaires sociales titulaires d'un grade classé au moins au rang 13, dont un appartient obligatoirement à l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret.

Les membres de la Commission sont désignés par le Ministre.

La Commission ne peut délibérer valablement que si le président ou le vice-président ainsi que quatre membres au moins sont présents.

L'avis est donné à la majorité des suffrages exprimés.

Les abstentions ne sont pas considérées comme vote.

En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8. La durée du stage est d'un an.

Une fois par trimestre et à la fin du stage, le fonctionnaire général de l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret établit un rapport de stage dont le modèle est fixé par le Ministre. Il fait parvenir les rapports au Ministre par la voie hiérarchique. Le rapport final conclut soit à une proposition motivée de nomination à titre définitif, soit à une proposition motivée de prolongation de stage pour une période maximum de trois mois, soit à une proposition motivée de licenciement.

Les rapports trimestriels et le rapport final doivent être communiqués au stagiaire qu'ils concernent. Celui-ci les vise et les date. Il les restitue dans les dix jours. S'il estime que ces rapports ne sont pas fondés, il les vise en conséquence, les date et les restitue dans le même délai. Ces rapports sont joints au dossier personnel du stagiaire.

Art. 9. Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de prolongation de stage ou de licenciement peut, endéans les dix jours de la date à laquelle le rapport lui est soumis, introduire une réclamation écrite auprès du secrétaire général qui lui en accuse réception le jour où elle lui parvient et la transmet au Ministre.

Aussitôt qu'il l'a reçue, le Ministre fait parvenir la réclamation à la Commission prévue à l'article 10 du présent arrêté. Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation. Le Ministre prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis.

Le stagiaire est, à sa demande, entendu par la Commission précitée. Il peut se faire assister par un avocat ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative.

Art. 10. Il est créé une Commission amenée à rendre un avis sur les réclamations introduites par un stagiaire conformément à l'article 9.

Sa composition est la suivante :

— Président : le fonctionnaire général qui, au Ministère de la Culture et des Affaires sociales, a le personnel dans ses attributions.

— Président suppléant : le fonctionnaire général de l'administration compétente au sens de l'article 35 du décret.

— Membres : 2 fonctionnaires titulaires d'un grade appartenant au moins au rang 13 désignés par le Gouvernement et dont un appartient obligatoirement à l'administration compétente; quatre membres désignés par les organisations syndicales représentées au Comité de négociation du Secteur XVII.

En cas de parité des voix, l'avis est réputé favorable au requérant.

La Commission ne peut délibérer valablement que si le président ou le président suppléant ainsi qu'un des membres fonctionnaires et un membre de chaque organisation syndicale représenté au Comité de négociation du Secteur XVII sont présents.

CHAPITRE IV. — De la nomination et du licenciement

Art. 11. Le stagiaire qui a fait l'objet d'une proposition motivée de nomination à titre définitif, est nommé au grade pour lequel il s'est porté candidat.

Le stagiaire est également nommé au grade pour lequel il s'est porté candidat si le Ministre rejette la proposition de licenciement.

Le stagiaire licencié par le Ministre l'est moyennant un préavis de trois mois.

Art. 12. Peuvent seuls être promus au grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse, les agents titulaires du grade d'attaché de l'aide à la jeunesse qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

CHAPITRE V. — Dispositions générales

Art. 13. Les titulaires du grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse exercent les attributions de conseillers de l'aide à la jeunesse ou de directeurs de l'aide à la jeunesse au sens des articles 31 et 33 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Les titulaires du grade d'attaché de l'aide à la jeunesse exercent les attributions de conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse ou de directeurs adjoints de l'aide à la jeunesse au sens de l'article 34 du décret précité.

Art. 14. Les membres du personnel nommés à titre définitif en application de l'article 11 ont la qualité d'agent des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — et sont, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, soumis aux dispositions légales et statutaires applicables au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 15. Pour l'application de l'article 14 du présent arrêté et sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, l'expérience utile, l'expérience professionnelle ou les périodes requises pour satisfaire aux conditions de l'article 6 exigées au recrutement sont admises pour le calcul du traitement du membre du personnel, à concurrence de six années maximum. Ces services sont rangés dans le groupe B.

Art. 16. L'échelle de traitement attribuée au grade de premier attaché de l'aide à la jeunesse est fixée comme suit : au 1er novembre 1994 :

894 104 — 1 610 917

3/1 × 24 933

1/2 × 292 958

8/2 × 43 632

L'échelle de traitement attribuée au grade d'attaché de l'aide à la jeunesse est fixée comme suit : au 1er novembre 1994 :

822 867 — 1 529 887

3/1 × 24 933

1/2 × 239 533

9/2 × 43 632

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 17. En vue de pourvoir au premier recrutement aux emplois de premier attaché de l'aide à la jeunesse :

— l'expérience visée à l'article 6, § 1er, 7, 1^o, dernier alinéa, et à l'article 6, § 1er, 7, 2^o, a, est réduite à six années;

— la responsabilité visée à l'article 6, § 1er, 7, 2^o, b, et à l'article 6, § 1er, 7, 4^o, b, est réduite à neuf années;

— l'expérience visée à l'article 6, § 1er, 7, 3^o, et à l'article 6, § 1er, 7, 4^o, a, 1er alinéa, est réduite à neuf années.

Art. 18. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est abrogé.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 — 1155

[C — 29201]

28 MAART 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de ambtenaren die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op de artikelen 31, lid 1, 33, lid 1 en 34;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1994 tot bepaling van de datum van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd die inzonderheid betrekking hebben op de bevoegdheden van de jeugdrechtbank;

Overwegende dat de opdrachten toegewezen aan de titularissen van gespecialiseerde ambten bedoeld bij dit besluit moeten worden vervuld door een personeel dat de specifieke kwalificaties en verdiensten heeft en dat alle wettelijke bepalingen betreffende de voorrangrechten onverenigbaar zijn met de aanwending van de daartoe bepaalde overgangsbepalingen;

Overwegende dat de stagecommissies bedoeld in de artikelen 33ter en 38 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel niet zodanig samengesteld zijn dat ze kunnen oordelen of de stagiair de hem toegewezen opdrachten vervult en de kwaliteiten bezit die vereist zijn voor de uitoefening van gespecialiseerde ambten, en dat bijgevolg, inzake stage, een beroepsinstantie moet worden opgericht die beantwoordt aan de specificiteit van deze ambten;

Overwegende dat de werving van kandidaten voor de betrokken betrekkingen, uitgevoerd op grond van de objectieve criteria die werden vastgesteld om te beantwoorden aan de behoeften van de ambten, de letter en de geest van artikel 11, § 3 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het statuut die inzonderheid op die personeelsleden van toepassing zijn, in acht neemt;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op het protocol nr. 133 van Sectorcomité XVII, afgesloten op 6 januari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 27 maart 1995 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° de ambtenaar-generaal van de bevoegde administratie in de zin van artikel 35 van het decreet : de ambtenaar-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming en de hulpverlening aan de jeugd behoren;

3° de minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de personeelszaken van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken behoren.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting van graden in de gespecialiseerde ambten van de hulpverlening aan de jeugd*

Art. 2. In de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — worden opgericht : in rang 11, de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd; in rang 10, de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd.

Art. 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 4, § 1, worden de graden van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd beschouwd als graden voor werving in de gespecialiseerde ambten van de hulpverlening aan de jeugd.

Deze ambten worden onttrokken aan de prioriteitsrechten toegekend bij :

a) de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947;

b) het koninklijk besluit nr. 3 van 18 april 1967 ter bevordering van een gemakkelijker werving of indienstneming, in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van steenkolenmijnen;

c) de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd;

d) de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Art. 4. § 1. Behoudens voor hun eerste bezetting, worden de vacante betrekkingen van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd door bevordering door verhoging in graad toegekend.

§ 2. Indien geen kandidaat aan de vereiste voorwaarden inzake anciënniteit voldoet voor de bevordering tot de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd of indien geen kandidaat de vereiste voorwaarden inzake beroepskwalificatie vervult, wordt de betrekking door werving toegekend.

HOOFDSTUK III. — *Werving en stage*

Art. 5. De vacante betrekkingen in de graden van de gespecialiseerde ambten van de hulpverlening aan de jeugd die door werving te verlenen zijn, de wervingsvoorwaarden en de oproep tot de kandidaten worden via het *Belgisch Staatsblad* ter kennis van het publiek gebracht.

Art. 6. § 1. Niemand kan tot de stage worden toegelaten met het oog op de benoeming in één van de gespecialiseerde ambten bedoeld in artikel 3 van dit besluit, indien hij op de in § 3 bepaalde datum niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1. Belg zijn of burger van de Europese Unie;

2. van onberispelijk gedrag zijn;

3. de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4. aan de dienstplichtwetten voldoen;

5. de leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt;

6. lichamelijk geschikt zijn in de zin van het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist voor gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen;

7. 1° houder zijn van één van de hierna vermelde diploma's van het universitair onderwijs of het hoger onderwijs van het lange type :

— Diploma van licentiaat in de opvoedings- of pedagogische wetenschappen;

— Diploma van licentiaat in de psychologie of in de psychologische wetenschappen;

— Diploma van licentiaat in de toegepaste psychologie;

— Diploma van licentiaat in de psycho-pedagogische wetenschappen;

— Diploma van licentiaat in de beroepsoriëntering en -selectie;

- Diploma van licentiaat in de sociale wetenschappen;
- Diploma van licentiaat in de politieke en sociale wetenschappen (groep sociale wetenschappen);
- Diploma van licentiaat in de sociologie;
- Diploma van licentiaat in de sociale communicatie;
- Diploma van licentiaat in de sociale arbeidswetenschappen of in de arbeidswetenschappen;
- Diploma van licentiaat in de sociale wetenschappen toegepast op de ontwikkelingslanden;
- Diploma van licentiaat in de economische en sociale wetenschappen (oriëntatie sociale wetenschappen);
- Diploma van licentiaat in de rechten;
- Diploma van licentiaat in de criminologie of in de criminologische wetenschappen;
- Diploma van licentiaat in de economische en sociale politiek,

en het bewijs leveren, in verband met het te verlenen ambt, van zes jaar nuttige ervaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van negen jaar nuttige ervaring voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, of :

2° houder zijn van een diploma van het universitair onderwijs of het hoger onderwijs van het lange type, ander dan deze vermeld in 1°, dat bij de werving toegang geeft tot de betrekkingen van niveau 1 in de Rijksbesturen, en

a) ofwel het bewijs leveren van zes jaar beroepservaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd of van negen jaar voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd op de volgende gebieden :

— ofwel een leidend ambt hebben uitgeoefend als coördinator of als directeur in een instelling of in een dienst erkend voor de jeugdbescherming bij de besluiten van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken of van 26 juni 1990 tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten;

— ofwel een ambt van niveau 1 hebben uitgeoefend bij de administratie bevoegd voor jeugdbescherming of hulpverlening aan de jeugd;

b) ofwel een verantwoordelijkheid hebben gedragen in verenigingen erkend in het kader van de jeugdbescherming of van de hulpverlening aan de jeugd of van de bescherming van mishandelde kinderen en lid geweest zijn van een jeugdbeschermingscomité of, bij gebreke daarvan, van een arrondissementsraad voor jeugdbescherming, sedert ten minste negen jaar, waarvan 5 jaar voorzitterschap of ondervoorzitterschap, voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, en ten minste twaalf jaar, waarvan vijf jaar voorzitterschap of ondervoorzitterschap, voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, of, bij gebreke daarvan:

3° a) houder zijn van een van de hierna vermelde diploma's van het hoger onderwijs van het korte type :

- Diploma van maatschappelijk assistent;
- Diploma van gegradueerd maatschappelijk ziekenverpleger;
- Diploma van sociaal adviseur;
- Diploma van assistent in de psychologie;
- Diploma van opvoeder of gegradueerde in de orthopedagogie;
- Diploma van gegradueerde in de juridische wetenschappen;
- Diploma van gegradueerde in de sociale arbeidswetenschappen;

b) ofwel houder zijn van het volgende getuigschrift :

— Getuigschrift van gespecialiseerde opvoeder van de marginale jongeren, afgeleverd door het centrum voor vorming en vervolmaking van de kaderleden van de Dienst voor Jeugdbescherming;

en het bewijs leveren, in verband met het te verlenen ambt, van negen jaar nuttige ervaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van twaalf jaar nuttige ervaring voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, of

4° houder zijn van een diploma van het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type, ander dan deze opgenomen in hoger vermeld punt 3°, en

a) ofwel het bewijs leveren van negen jaar beroepservaring voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd en van twaalf jaar beroepservaring voor de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd op de volgende gebieden :

— ofwel een leidend ambt hebben uitgeoefend als coördinator of als directeur in een instelling of in een dienst erkend voor de jeugdbescherming bij de besluiten van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken of van 26 juni 1990 tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten;

— ofwel een ambt van niveau 1 hebben uitgeoefend bij de administratie bevoegd voor de jeugdbescherming of de hulpverlening aan de jeugd;

b) ofwel een verantwoordelijkheid hebben gedragen in verenigingen erkend in het kader van de jeugdbescherming of van de hulpverlening aan de jeugd of van de bescherming van mishandelde kinderen en lid geweest zijn van een jeugdbeschermingscomité of, bij gebreke daarvan, van een arrondissementsraad voor jeugdbescherming, sedert ten minste negen jaar, waarvan 5 jaar voorzitterschap of ondervoorzitterschap, voor de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, en ten minste twaalf jaar, waarvan vijf jaar voorzitterschap of ondervoorzitterschap, voor de graad van eerste attaché voor hulpverlening aan de jeugd.

§ 2. De Minister bepaalt de nuttige ervaring die mede een rol speelt voor de vorming die vereist is voor het te verlenen ambt en bepaalt de nadere regels volgens welke het bewijs van de naleving van de in § 1 bepaalde voorwaarden kan worden geleverd.

§ 3. Alle voorwaarden bedoeld in § 1 moeten vervuld zijn op de datum waarop de in artikel 5 bedoelde oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De kandidaten worden door de Minister tot de stage toegelaten. Deze wint vooraf het advies in van de Commissie belast met het onderzoek van de bekwaamheidsbewijzen en de geschiktheid van de kandidaten.

Deze Commissie legt aan de Minister een met redenen omkleed advies voor binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de datum waarop de Minister dit advies heeft gevraagd.

De hierboven genoemde Commissie is samengesteld als volgt :

- de voorzitter : de secretaris-generaal van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;
- de ondervoorzitter : de ambtenaar-generaal die de leiding van de bevoegde administratie heeft in de zin van artikel 35 van het decreet;
- de leden : de Vaste Wervingssecretaris of zijn gemachtigde en vijf ambtenaren van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken die titularis zijn van een graad ingedeeld in ten minste rang 13, onder wie noodzakelijk één behoort tot de bevoegde administratie in de zin van artikel 35 van het decreet.

De leden van de Commissie worden door de Minister aangewezen.

De Commissie kan alleen geldig beraadslagen en beslissen indien de voorzitter of de ondervoorzitter alsook ten minste vier leden aanwezig zijn.

Het advies wordt bij gewone meerderheid van stemmen gegeven.

Onthouding wordt niet beschouwd als een stemming.

Bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

Art. 8. De stage duurt één jaar.

Om de drie maand en op het einde van de stage, maakt de ambtenaar-generaal van de bevoegde administratie in de zin van artikel 35 van het decreet een stageverslag op waarvan het model door de Minister wordt bepaald. Hij deelt de verslagen aan de Minister mede langs de hiërarchische weg. In het slotverslag wordt ofwel een met redenen omkleed voorstel gedaan tot vaste benoeming, ofwel een met redenen omkleed voorstel tot verlenging van de stage voor een periode van ten hoogste drie maanden, ofwel een met redenen omkleed voorstel tot afdanking.

De trimestriële verslagen en het slotverslag moeten aan de stagiair op wie ze betrekking hebben, worden medegedeeld. Deze viseert de verslagen en dateert ze. Hij zendt ze terug binnen tien dagen. Indien hij van oordeel is dat deze verslagen niet gegrond zijn, viseert hij ze dienovereenkomstig, dateert ze en zendt ze terug binnen dezelfde termijn. Deze verslagen worden bij het persoonlijk dossier van de stagiair gevoegd.

Art. 9. De stagiair voor wie een met redenen omkleed voorstel tot verlenging van de stage of tot afdanking is gedaan, kan binnen tien dagen te rekenen vanaf de datum waarop het slotverslag hem wordt voorgelegd, een bezwaarschrift indienen bij de secretaris-generaal die hem er ontvangst van bevestigt de dag waarop hij het ontvangt en het naar de Minister doorzendt.

Zodra de Minister het ontvangen heeft, stuurt hij het bezwaarschrift naar de Commissie bepaald in artikel 10 van dit besluit. Deze Commissie brengt haar advies uit aan de Minister binnen een periode van ten hoogste twee maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Minister neemt zijn beslissing binnen één maand te rekenen vanaf de ontvangst van het advies.

De stagiair wordt op zijn verzoek door de vermelde Commissie gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of door een afgevaardigde van een representatieve vakvereniging.

Art. 10. Er wordt een Commissie opgericht die adviezen uitbrengt over de bezwaarschriften die door een stagiair worden ingediend overeenkomstig artikel 9.

Zij is samengesteld als volgt :

- Voorzitter : de ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid, in het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, de personeelszaken behoren.

- Plaatsvervangend voorzitter : de ambtenaar-generaal van de bevoegde administratie in de zin van artikel 35 van het decreet.

- Leden : 2 ambtenaren die titularis zijn van een in ten minste rang 13 ingedeelde graad en door de Regering worden aangewezen, onder wie één verplicht tot de bevoegde administratie behoort; vier leden aangewezen door de vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII vertegenwoordigd zijn.

Bij staking van stemmen, wordt het advies als gunstig voor de verzoeker geacht.

De Commissie kan alleen geldig beraadslagen en beslissen indien de voorzitter of de plaatsvervangend voorzitter alsook één van de leden-ambtenaren en een lid van elke vakorganisatie die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII vertegenwoordigd is, aanwezig zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Benoeming en afdanking*

Art. 11. De stagiair voor wie een met redenen omkleed voorstel van benoeming in vast verband is gedaan, wordt benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

De stagiair wordt eveneens benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld, indien de Minister het voorstel tot afdanking verwerpt.

Aan een door de Minister afgedankte stagiair wordt ontslag gegeven met drie maanden opzegging.

Art. 12. Kunnen alleen bevorderd worden tot de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd, de ambtenaren titularis van de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd die een graadanciënniteit van ten minste drie jaar hebben.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 13. De titularissen van de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd oefenen de bevoegdheden uit van adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd of van directeurs bij de hulpverlening aan de jeugd in de zin van de artikelen 31 en 33 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

De titularissen van de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd oefenen de bevoegdheden van adjunct-adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd of van adjunct-directeurs bij de hulpverlening aan de jeugd in de zin van artikel 34 van voornoemd decreet.

Art. 14. De personeelsleden benoemd in vast verband bij toepassing van artikel 11 hebben de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — en zijn, onverminderd de bepalingen van dit besluit, onderworpen aan de wettelijke en statutaire bepalingen toepasselijk op het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. Voor de toepassing van artikel 14 van dit besluit en onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, wordt voor de berekening van de wedde van het personeelslid rekening gehouden met een nuttige ervaring, een beroepservaring of met periodes vereist om te voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, bij de aanwerving, van ten hoogste zes jaar. Deze diensten worden bij groep B ingedeeld.

Art. 16. De weddeschaal toegekend aan de graad van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd wordt als volgt vastgesteld : op 1 november 1994 :

894 104 — 1 610 917
3/1 × 24 933
1/2 × 292 958
8/2 × 43 632

De weddeschaal toegekend aan de graad van attaché bij de hulpverlening aan de jeugd wordt vastgesteld als volgt : op 1 november 1994 :

822 867 — 1 529 887
3/1 × 24 933
1/2 × 239 533
9/2 × 43 632

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. Om bij de eerste werving de betrekkingen van eerste attaché bij de hulpverlening aan de jeugd te verlenen :

- wordt de ervaring bedoeld in artikel 6, § 1, 7, 1^o, laatst lid, en in artikel 6, § 1, 7^o, 2^o, a, tot zes jaar ingekort;
- wordt de verantwoordelijkheid bedoeld in artikel 6, § 1, 7, 2^o, b, en in artikel 6, § 1, 7, 4^o, b, tot negen jaar ingekort;
- wordt de ervaring bedoeld in artikel 6, § 1, 7, 3^o, en in artikel 6, § 1, 7, 4^o, a, eerste lid, tot negen jaar ingekort.

Art. 18. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

F. 95 — 1156

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

30 MARS 1995. — Décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Mongolie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 3 mars 1992 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Mongolie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 3 mars 1992, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

(1) Session 1994-1995.

Document du Conseil, 318 (1994-1995), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 23 mars 1995. — Discussion. Vote.